

# ANCHIA<sup>®</sup>

AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA

ISSN 0221-1653

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No 61

Mai 1981

2f-50¢

## L'instruction supérieure soumise à la loi de l'offre et de la demande et au contrôle fasciste

Par Susana F.

La loi générale régissant les universités est un élément de plus du modèle économique, politique et social qui met fin au processus de réforme de l'éducation qui avait commencé par la décentralisation de l'enseignement de base. Selon cette loi, le type d'instruction primaire qui serait donnée aux enfants de Las Condes et à ceux de San Miguel auront peu de choses en commun. L'instruction sera dorénavant soumise à la loi du marché: ceux qui n'ont pas d'argent ne pourront pas se la payer.

Avec la nouvelle loi, il en sera de même pour les universités. L'instruction prend de plus en plus un caractère de classe, elle devient moins démocratique. Ceux qui veulent étudier et "devenir quelqu'un" devront payer, et ce ne sont pas précisément les fils d'ouvriers et de paysans qui peuvent se payer l'instruction au Chili. Les enfants de classe moyenne peuvent tout au plus envisager des carrières de seconde ou de troisième catégorie en s'endettant et en s'engageant face aux crédits troqués

par l'Etat ou par certaines entreprises.

La nouvelle loi vise également à démobiliser le monde étudiant, ainsi que le professorat, le diviser, le compartimenter de plus en plus. La junte militaire ne cache pas la peur qu'elle a des luttes que mènent les secteurs qu'elle exploite et opprime et elle reconnaît qu'il existe dans les universités un germe de révolte qu'il leur faut contrôler, diriger et éliminer afin d'éviter l'émergence "d'extrémismes" qui pourraient mettre en danger la "stabilité, l'ordre public et les bonnes coutumes". Ce contrôle s'effectue par une répression féroce aux niveaux économique, politique et intellectuel...

Le décret avec force de loi no 1 régit les aspects suivants:

- a) principes généraux sur les universités, fins, activités et autonomie;
- b) systèmes de titres et de diplômes; et
- c) création et fonctionnement des nouvelles universités.

### A) Fins et autonomie universitaire

La loi définit l'université comme une

institution d'instruction supérieure, de recherche, de raisonnement et de culture, dont la fonction fondamentale est de répondre le plus adéquatement possible aux intérêts et aux besoins du pays au plus haut niveau.

Cette définition est absolument démagogique puisque, premièrement, on ne parle aucunement de recherche, et que l'existence du raisonnement et de la culture n'a aucun sens si ceux-ci ne peuvent être critiques. Ce qui est implicite, c'est que la mission fondamentale de l'université est la reproduction et le maintien du système.

En ce qui a trait à l'**autonomie universitaire**, la loi tolère l'autonomie aux niveaux académique, économique et administratif, précisant que cela n'inclue pas l'immunité territoriale ou des privilèges spéciaux. La loi comprend également cette autonomie dans la mesure où il est interdit d'appuyer ou de fomenter des actions ou des conduites destinées à propager, de façon directe ou indirecte, des tendances politiques partisans. La loi établit expressément l'exclusion de l'endoctrinement politique et

4° P 8851



Mon fils, rappelle-toi ceci: "Le meilleur héritage est l'instruction". Quand je mourrai, je te laisserai mes affaires.

idéologique. En d'autres termes, il est interdit d'enseigner ou de diffuser autre chose que ce qui cadre avec l'information objective et les points de vue raisonnables. Ces points de vue doivent reprendre les critiques les plus avantageuses du système, les doctrines qui le soutiennent. L'information objective et les points de vue raisonnables signifient pour la junte militaire transmettre les idées fascistes qui ne remettent pas en question "l'ordre". Cela signifie que les universités doivent former des professionnels serviles, utiles au système.

On parle d'autonomie malgré que le ministère de l'Éducation a tous les pouvoirs face à la fiscalité. Ce ministère peut en effet nommer, autoriser, selon ses critères, un responsable juridique pour les universités. On ne précise pas non plus qui sont les dépositaires de cette autonomie. On suppose qu'il s'agit du

gouvernement universitaire, mais comme ni les étudiants ni les fonctionnaires ne peuvent participer à l'élection des autorités de l'université, cette autonomie est finalement exercée par les recteurs militaires.

### B) Normes sur les titres et les diplômes

Seules les universités sont habilitées à octroyer les diplômes académiques de licence, maîtrise et doctorat. Les titres professionnels que cela inclue sont stipulés en détail dans la loi. Ce sont: avocat, architecte, biochimiste, chirurgien-dentiste, ingénieur-agronome, ingénieur civil, ingénieur commercial, ingénieur forestier, médecin, chirurgien, médecin vétérinaire, psychologue et chimiste pharmaceutique.

Tous les autres titres professionnels pourront être octroyés soit par les universités, soit par d'autres institutions.

Les carrières dites humanistes ou scientifiques, comme par exemple la sociologie, l'économie ou toute autre branche qui peut amener l'individu à se questionner sur la société ou à perdre l'"objectivité" dont parle le gouvernement fasciste sont exclues de cette catégorie.

La carrière de vétérinaire est admise, mais non celles de professeurs ou de journalistes.

De même pour la médecine, seule la spécialisation en chirurgie est incluse, etc.

On retrouve donc des carrières professionnelles de première, deuxième et troisième catégorie.

### C) Création et dissolution des universités

La loi dit que "des universités pourront être constituées comme entité juridique de droit privé sans but lucratif". Cela signifie que n'importe qui peut créer une université en rédigeant un document qui énonce ses statuts. La reconnaissance juridique peut être acquise uniquement sur présentation des statuts au ministère de l'Éducation qui ne peut les refuser. Mais pour les cinq années à venir, le fonctionnement des nouvelles universités doit être autorisé par le ministère de l'Intérieur. Ce ministère n'accordera son autorisation qu'à la condition qu'il juge que la future institution ne portera pas atteinte à l'ordre public ou à la sécurité sociale.

Le ministre de l'Intérieur Sergio Fernandez a pour sa part rétorqué alors qu'on le questionnait sur les critères qui régiraient les acceptations: "Comme nous l'avons signalé, nous nous trouvons dans une période où une attention et des démarches particulières sont nécessaires afin d'éviter que des groupements partisans politiquement, en particulier marxistes, puissent trouver dans la création de nouvelles universités des lieux favorables à des activités allant à l'encontre de la mise en place pleine et entière d'une nouvelle démocratie".

La loi prévoit des pouvoirs extraordinaires aux recteurs militaires pour la création de nouvelles structures universitaires.

En vertu de ces pouvoirs, ils peuvent licencier du personnel, expulser des étudiants, supprimer des carrières et séparer les carrières moins rentables des autres. Celles-ci seront appelées à devenir moins nombreuses ou à disparaître carrément. Le ministre de l'Éducation Alfredo Prieto disait au sujet de la nécessité de la rationalisation des universités: "Nous croyons qu'il existe des universités qui ont atteint un niveau de développement tel qu'il est devenu difficile de les diriger. Cette situation favorisait ceux qui entendaient remettre en question les fins que l'université doit

poursuivre et utiliser par la suite les universités à des fins politiques.

Pour "assurer le sérieux académique" des universités qui seront créées, la loi exige que celles-ci choisissent une université déjà existante (n'importe laquelle) afin que celle-ci joue le rôle d'examinatrice pendant une période d'au moins 5 ans. Les examens doivent être administrés par des commissions mixtes comprenant les deux universités.

Il faut garder en tête que les universités peuvent être financées par des entreprises privées. Ces entreprises peuvent créer de nouvelles universités, exiger des professeurs qu'elles financent de faire passer les examens aux étudiants qui fréquentent ces universités.

La dissolution d'une université peut être décrétée si, selon le jugement du ministre de l'Education, elle ne respecte pas ses objectifs, réalise des activités contraires à la loi, à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la morale ou à la sécurité nationale ou si elle commet des infractions graves à ses propres statuts.

## D) Financement des universités

Pour ce qui est des inscriptions, le système en vigueur demeure. Cela signifie que les élèves paient le coût de l'enseignement qu'ils reçoivent. Cela crée un système de crédit à long terme.

En accord avec ce système, on prévoit un taux d'intérêt peu élevé pour les sec-teurs à bas revenu, et un système de bourses pour les personnes qui sont plus démunies. Les prêts peuvent être octroyés soit par l'Etat ou par des particuliers. Les étudiants qui s'en prévalent devront après leur diplôme s'engager à travailler inconditionnellement et pendant plusieurs années pour l'institution qui leur aura accordé un prêt. Cela revient à acheter des cerveaux à bon marché.

L'apport de l'Etat qui aura été soit sous forme directe, en particulier pour les universités d'Etat, prendra dorénavant diverses formes (qui ne sont pas encore précisées). Cette aide pourra être indirecte et divisée entre les élèves inscrits qui figurent parmi les 20,000 qui auront obtenu les meilleurs résultats lors de l'examen d'aptitude académique. Evidemment, parmi ces 20,000 étudiants, on retrouvera plus facilement les étudiants qui sont issus des collèges privés et très certainement peu d'étudiants en provenance des lycées de province. Une super-élite et des super-universités seront ainsi créées où se retrouveront les privilégiés au plan économique et au niveau de l'éducation, au détriment de la grande majorité. De ces institutions vont sortir les hommes de gouvernement éclairés, les technocrates de prestige qui jouiront d'un rang qu'il sera difficile de contester.

Ce système vise à transférer le gros du financement de l'instruction du public au privé.

La nouvelle législation exclue les professeurs de l'échelle de rémunération unique, chaque université ou institution pouvant négocier "librement" le mode de rémunération avec son personnel. Cela vise également à démobiliser l'association de professeurs puisque ceux-ci ne seront plus au même niveau et ne partageront plus les mêmes revendications au niveau professionnel et économique. Certains d'entre eux seront privilégiés, d'autres aspireront à le devenir et la grande majorité sera encore plus exploitée. Ils ne feront plus face aux mêmes patrons et les négociations vont se faire de façon plus individuelle. Ce ne sera plus une lutte contre l'Etat mais une lutte contre de nombreux employés privés.

L'avenir des universités et les dispositions prises par les fascistes sont liés au type de société qu'ils veulent mettre en place d'ici 5 ou 10 ans. Une société hautement hiérarchisée en fonction de l'argent, individualiste, technocratique, dirigée par une élite intellectuelle derrière laquelle agissent les grands intérêts économiques et politiques qui craignent la critique, le questionnement et qui ont recours à la répression dans un effort vain d'éviter l'inévitable, la rébellion.

## Sur la femme

par Rosa

Le 8 mars 1857, des milliers d'ouvrières sont descendues dans les rues de New York pour manifester leur mécontentement face aux conditions de travail insupportables, des salaires de famine, et contre la journée de travail de 12 heures. Elles ont été brutalement réprimées. Cinquante et un ans plus tard, le 8 mars 1908, des dizaines de milliers de femmes de l'industrie du vêtement ont abandonné leur poste de travail. Elles se sont jointes aux mères immigrantes des quartiers populaires voisins et aux militantes socialistes qui manifestaient à nouveau contre le travail des enfants, pour la diminution de la journée de travail et des meilleures conditions de travail. En hommage à ces combattantes courageuses et pour rendre victorieuse la lutte des femmes prolétaires contre l'exploitation capitaliste, le 8 mars a été proclamé Journée internationale des femmes lors de la Deuxième conférence nationale socialiste tenue en 1910 à l'initiative de la dirigeante ouvrière allemande, Clara Zetkins.

Au Chili, la junte militaire fasciste a

provoqué un recul sur tous les aspects et le problème de l'émancipation des femmes n'y fait pas exception.

La conception que la junte militaire fasciste propage de la famille et du rôle de la femme au sein de la famille a pour effet d'augmenter encore davantage la discrimination face aux femmes, ce qui a été établi clairement par le Secrétariat national de la femme. Les fascistes considèrent que: "La création du Secrétariat national de la femme avait pour objectif de fournir un cadre à l'intérieur duquel toutes celles qui sont volontaires et disposées à collaborer avec le gouvernement dans les tâches de reconstruction pourraient participer". La junte voulait du même souffle faire de cet organisme un centre d'étude capable de formuler des politiques culturelles, inspirées des principes du gouvernement, visant à reconnaître la dignité de la femme, non pas dans le sens habituel de reconnaissance de ses capacités, mais bien dans le sens plus profond d'exhalter la valeur humaine et sociale de ses fonctions féminines". Les gorilles proclament hypocritement: "Le respect de la femme a toujours été la caractéristi-

que traditionnelle de la masculinité véritable. Et les hommes armés sont les premiers à respecter et à exiger le respect pour toutes les femmes du Chili". Cependant, ces messieurs armés n'ont aucun scrupule à détenir des femmes enceintes, les amener dans des salles de torture avec leurs enfants, à les torturer et les violer.

La grave crise économique, le chômage permanent, la faim et la misère; l'éducation rétrograde et élitiste; les conditions d'hygiène précaires et l'entassement, causes de graves épidémies; les mesures de santé déficientes: ce sont là quelques éléments qui nous donnent un aperçu de la grande exploitation dont souffre le peuple chilien aujourd'hui et qui affecte directement la femme chilienne. Conditionnées par la société bourgeoise à accomplir des rôles de second ordre, à recevoir une éducation inférieure, ce sont elles les premières à être mises à pied, quand elles travaillent à l'extérieur du foyer.

Comme on le sait, le système capitaliste essaie de profiter au maximum de la main-d'oeuvre bon marché. Il n'y a donc rien de tel pour les capitalistes d'embaucher des femmes quand cela fait leur affaire pour effectuer des travaux subalternes et moins bien rémunérés. Mais la femme travailleuse ne subit pas l'oppression et l'exploitation uniquement quand elle a un travail rémunéré. Celle qui travaille à la maison



fournit elle aussi de façon inconsciente un service qui n'existe pas socialement et ce gratuitement. La ménagère sert en réalité à la classe dominante à cacher une masse de chômeurs féminins.

A cause de cette situation de double exploitation, les femmes emmagasinent un grand esprit de lutte qui peut se transformer en une grande force révolutionnaire. Il existe d'innombrables exemples qui le démontrent. Au Chili spécifiquement depuis les années soixante et en particulier durant l'Unité populaire, les femmes se sont organisées dans les Centres de mères, ont participé aux regroupements de voisins comme la JAPs (Junta d'approvisionnement et de prix), organisme qui était chargé de distribuer des aliments. La femme com-

mence également à s'impliquer politiquement, mais de façon très limitée. Le gouvernement de l'Unité populaire avait créé le ministère de la famille, qui visait à solutionner par en haut certaines revendications des femmes. La discrimination et l'oppression des femmes ont évidemment été maintenues malgré la mise en place de ce ministère.

Plus tard, après le coup d'Etat fasciste, les femmes ont organisé les cantines populaires comme un moyen de pallier au chômage, elles ont créé des bourses de travail, participé activement à des grèves dans les usines et se sont organisées dans les quartiers. Des centaines de femmes ont effectué plusieurs grèves de la faim pour réclamer aux fascistes des informations sur leurs parents

disparus. Ce ne sont là que quelques exemples d'actions effectuées par des femmes.

La femme travailleuse prend de plus en plus conscience que l'oppression qu'elle subit dans la société et au sein de la famille est le résultat du mécanisme même de l'exploitation capitaliste. L'expérience nous a montré que les gouvernements même s'ils se qualifient de démocratiques apportent la faim, le chômage et la répression pour nos familles et notre peuple et que par conséquent la lutte pour l'émancipation de la femme doit faire partie intégrante de la lutte pour la libération du prolétariat.

Nous ne devons pas nous faire d'illusions et penser que le problème de la discrimination faite aux femmes va être solutionné à l'intérieur du système capitaliste. Seules certaines revendications pourront être obtenues par une lutte organisée à l'intérieur de ce système. Une des conditions nécessaires à une véritable émancipation de la femme est la libération du peuple chilien tout entier. Pour faire avancer leurs luttes aujourd'hui, les femmes chiliennes doivent s'unir activement à la lutte générale de notre peuple pour le renversement de la dictature fasciste, l'expulsion définitive de l'impérialisme américain ou de tout autre impérialisme et l'instauration d'un gouvernement démocratique populaire.

## Des changements à Ancha

Comme les lecteurs l'auront remarqué, Ancha a effectué ces derniers temps plusieurs changements, augmentant les contributions des lecteurs, transformant Ancha en une tribune ouverte au débat et en un appui important au travail de solidarité avec la lutte contre la dictature au Chili, ainsi qu'un instrument pour l'unité des forces antifascistes.

Nous nous trouvons devant la nécessité d'effectuer d'autres changements, négatifs ceux-là, étant donné que dû à des problèmes économiques, nous ne pourrions continuer à publier le bulletin mensuellement comme nous le faisons depuis 6 ans. Ancha sera donc dorénavant publié tous les 2 mois. D'autre part, au moins momentanément, nous ne pourrions continuer à produire l'édition anglaise, et nous étudions la possibilité de produire au moins cer-

tains articles en version anglaise. Nous maintiendrons les éditions espagnole et française aux deux mois, et l'édition allemande paraîtra tous les trois mois.

Ces changements nous obligent, d'une certaine manière, à transformer le contenu de Ancha. Les nouvelles seront réduites au minimum, laissant plus de place à des articles d'analyse et qui expriment différents points de vue. L'orientation générale de Ancha demeurera toutefois la même.

De plus, Ancha publiera deux fois par année des numéros spéciaux consacrés entièrement à un thème particulier (comme ce fut le cas pour le numéro consacré à la presse clandestine au Chili, dont on peut se procurer des exemplaires en français, espagnol et en anglais). Nous sommes à préparer des numéros spéciaux sur l'éducation au Chili et sur les femmes. Nous prévoyons également publier des numéros spéciaux consacrés aux problèmes de l'exil, à l'économie du

Chili, à la santé, aux syndicats, aux Mapuches (Autochtones du Chili, n.d.l.t.), à la répression, etc. Nous lançons un appel à tous nos lecteurs à collaborer à ces numéros spéciaux en nous faisant parvenir des idées, des notes, articles ou documents sur l'un ou l'autre de ces thèmes.

Nous insistons aussi sur la nécessité de participer activement à la production et à la diffusion de Ancha en envoyant des articles, des notes, poésies, des lettres, des dessins, etc. Il faut que chaque lecteur devienne un correspondant de Ancha.

Enfin, nous sollicitons de nos lecteurs un appui financier pour permettre la diffusion d'Ancha. Distribuer Ancha dans les cinq continents coûte très cher en timbres, et nous prévoyons envoyer Ancha au Chili, ce pourquoi nous aurons besoin de l'appui financier de nos lecteurs.

Développons notre initiative et appuyons Ancha en envoyant du matériel pour publication ou en le soutenant économiquement pour permettre une diffusion plus large!

# Sécurité sociale: Les fascistes autorisent les grandes compagnies à augmenter leurs profits pour les cent années à venir à même les fonds des travailleurs

Le Journal officiel publie les premières autorisations permettant que les sociétés dites "Administratrices des fonds de pension" commencent leurs activités. Les "fonds de pension" en question sont constitués de l'épargne imposée aux travailleurs pour assurer le financement de leurs pensions de vieillesse et autres prestations. Ce sont les sociétés administratrices qui seront les bénéficiaires directes ou indirectes de ces fonds.

Le Mercurio calcule que l'administration de ces fonds engendrera des subsides d'approximativement un million de dollars par année. Mais les véritables profits n'apparaissent pas comme tels sur les bilans. Ils sont cachés derrière les salaires payés aux administrateurs, comme rémunération ou honoraires à des tierces parties, prix d'achat d'investissements effectués par les administrateurs, etc.

Rappelons-nous que les fascistes ont orchestré toute une campagne démagogique en disant que la grande liberté permettant de constituer ces sociétés (peu de capital pouvant réunir un petit

nombre de personnes) va permettre aux travailleurs eux-mêmes d'administrer leur propre épargne.

Voyons à qui bénéficieront les premières autorisations que la surintendance a généreusement octroyée pour les cent ans à venir. A la société appelée "Santa Maria". Qui se cache derrière un nom si "saint" et si "pur"? Miguel Schweitzer, ministre de Pinochet et d'autres personnages réactionnaires représentant les entreprises du Groupe de la Banque du Chili, c'est-à-dire le monopole de grande envergure du pays.

Parmi les premières autorisations à être octroyées, une l'a été au groupe appelé "Habitat" constitué des associés affiliés à la Chambre chilienne de la construction. Ceci doit nous faire réfléchir: pourquoi les grands entrepreneurs de la construction qui ne manifestent pas un grand intérêt à investir dans leur propre domaine (chacun sait que la construction est un des secteurs les plus déprimés et qu'on y retrouve beaucoup de chômage), sont-ils intéressés à admi-

nistrer les fonds modestes des travailleurs?

Il est évident qu'ils entrevoient dans ces sociétés "administratrices" la possibilité de faire des profits sans beaucoup de risques.

Voilà le véritable sens de la réforme de la pension de Pinochet. C'est celui de faire passer aux mains des grands monopoles des fonds aussi importants que le revenu moyen de la nation.

Cela signifie que les monopoles font non seulement des profits en exploitant directement les travailleurs mais ils en font aussi de manière indirecte, par exemple en faisant des spéculations avec l'épargne dans certains cas de toute une vie. Hier, ces monopoles ont créé avec la permission du gouvernement le Système de "financement" qu'ils ont tenté de présenter comme la dernière merveille financière et qui a fini par escroquer des millions d'épargnants. Aujourd'hui on met de l'avant ces sociétés "administratrices de fonds" qui peuvent fort bien finir de la même manière.

## Le Géant endormi

(Nous reproduisons un éditorial de la revue APSI, publiée au Chili.)

L'image que ce titre invoque se réfère à un des grands dirigeants des travailleurs de l'industrie Panal. Ces travailleurs viennent de terminer un long conflit contre leur entreprise et contre le Plan du travail du gouvernement. Pour ce dirigeant, la grève à Panal comportait deux étapes: une première étape où il y avait discussions avec l'entreprise autour des revendications de type salarial; et une deuxième étape durant laquelle l'assemblée des travailleurs, se rendant compte que la lutte était perdue, a décidé de transformer son conflit en une dénonciation active du plan du travail appliqué par le gouvernement.

L'objectif était celui de réveiller ce géant endormi que sont les travailleurs chiliens pour que, après ce long sommeil, ils prennent conscience de combien la législation en vigueur sur le travail les lèse. Ils ont sacrifié pour cela deux mois de salaires, interrompu leurs bénéfices marginaux, perdu les garanties que l'entreprise leur offrait et défié la présence des policiers à l'industrie et lors de chacune des activités de diffusion effectuées pendant le conflit.

Il en a résulté une défaite économique

si on compare aux conditions qui prévalaient avant le conflit. Mais, malgré cette défaite, ils ont gagné au niveau de l'unité et de la représentativité et légitimité de leurs dirigeants; ils ont gagné la solidarité venant du Chili et de l'étranger; ils ont gagné une prise de conscience de ce que représente véritablement la législation du plan du travail en vigueur. Mais ce qui est le plus important est qu'ils ont gagné le droit de donner un coup d'épingle significatif à ce géant endormi. Ils ont été les premiers à signaler qu'il était possible de faire face aux patrons; que l'unité des travailleurs était possible malgré la délation et la crainte; qu'un nouveau chemin pouvait se dessiner.

Mais ce chemin est encore très long et les obstacles très puissants. Pendant qu'un petit Panal se met en branle, un puissant modèle socio-économique, qui se manifeste au niveau syndical par le plan du travail, continue d'avancer très rapidement sur tous les fronts dits de **modernisation**.

Cependant, en même temps qu'il avance, et c'est ce qui explique l'impatience de ceux qui l'impulsent, ce modèle est en train de s'user. Son caractère élitiste et la quantité de forces nécessaires à son fonctionnement sont mises à nues de plus en plus.

D'autres exemples comme ce qui est arrivé aux niveaux universitaires révèlent qu'il existe d'autres moyens de ré-

veiller le géant. Quand certains étudiants de l'Université Santa Maria se sont rebellés contre des mesures nettement arbitraires, ils ont reçu l'appui de la grande majorité de l'Université dans la défense de leurs droits universitaires. Aujourd'hui dans cette université ce n'est pas seulement la voix du recteur délégué qui est écoutée par la presse et la société toute entière.

Quand les étudiants du campus Macul de l'Université du Chili ont pu personnaliser la répression qu'ils doivent affronter chaque jour à l'intérieur de l'enceinte académique au moyen d'un organisme ayant des préoccupations déterminées et concrètes, ils ont réussi à développer un mouvement massif et ayant des racines plus profondes visant à atteindre un objectif tangible et mettre de l'avant avec force devant les autorités de l'université la nécessité d'un dialogue pour arrêter l'action répressive.

Toutes ces luttes en apparence séparées l'une de l'autre ont permis aux étudiants de se gagner la compréhension des autres secteurs de l'université.

Ainsi lentement, à un rythme incomparable à celui que veut imposer le programme du gouvernement, mais avec une profondeur beaucoup plus grande, les étudiants et les travailleurs donnent des coups d'épingle à ce géant endormi.

## L'assassin revient sur les lieux du crime

Sept ans et demi après avoir assassiné Allende à la Moneda (maison du gouvernement), Pinochet s'y est installé définitivement en tant que "nouveau président".

La dictature chilienne a perpétré d'énormes efforts ces dernières années pour institutionnaliser sa tyrannie et lui donner une apparence "démocratique".

Mais comme le dit le dicton: l'habit ne fait pas le moine, et la dictature chilienne demeure toujours une tyrannie féroce.



Rien n'a changé pour le peuple chilien si ce n'est que pour le pire. La nouvelle constitution légalise la dictature. Mais au niveau international, Pinochet entend amenuiser la campagne contre lui en montrant au monde sa "nouvelle légalité".

Le 11 mars, jour où Pinochet est revenu à la Moneda, d'importantes manifestations de rejet ont eu lieu dans le monde entier. Plusieurs de ces manifestations ont eu lieu devant les ambassades du Chili.

Pinochet a commencé sa "nouvelle période" en allongeant de six mois l'Etat de siège sur tout le territoire national, utilisant une répression énorme comme nous en faisons état dans le présent numéro d'Ancha. De toute manière, même si elle peut compter sur l'appui de Reagan et de la bourgeoisie nationale et internationale, la dictature de Pinochet ne réussira pas à freiner l'histoire et même si elle fait beaucoup de dommages, elle devra payer chacun de ses crimes, comme tous les réactionnaires du monde.

## Paris: Activités de solidarité

Le Collectif des femmes chiliennes exilées à Paris a réalisé une grande campagne qui s'est terminée à l'occasion d'un meeting du Sénat français le 9 mars dernier. Le 11 mars, une importante manifestation en face de l'ambassade chilienne a eu lieu. Cette manifestation voulait exprimer le rejet de la nouvelle constitution et de la farce de Pinochet.

D'autre part, au niveau étudiant, le Comité des étudiants latino-américains de l'Université de Paris VIII a été mis sur pied. Ce comité a commencé ses activités par une im-

portante assemblée de solidarité avec le peuple salvadorien.

Les étudiants chiliens à Paris ont réalisé plusieurs réunions et fondé l'Union des étudiants chiliens en France. Cette union d'étudiants se fixe l'objectif de faire connaître toutes les informations concernant l'éducation et le mouvement étudiant au Chili, mettre en place des formes de liaison entre les étudiants chiliens à l'extérieur et se solidariser avec les étudiants qui luttent au Chili. Une entente s'est dégagée parmi les participants à l'effet que l'association aurait un caractère ample, démocratique et unitaire, ouverte à tous les étudiants chiliens antifascistes.

Le Comité de solidarité avec le peuple chilien a édité un bulletin et organisé un débat à la fin-mars autour de la nouvelle constitution.

## Recrudescence de la répression

Une recrudescence ouverte de la répression s'est manifestée au Chili en réponse aux récentes mobilisations et aux luttes des masses du pays.

La situation d'angoisse vécue par des milliers de familles sans toit a amené certains regroupements de quartiers à des "prises" de plusieurs églises de Santiago ainsi que de l'ambassade de Suède durant quelques heures en guise de protestation face à cette situation. D'autre part, les étudiants ont également "pris" l'ambassade de France pendant quelques heures afin d'attirer l'attention internationale sur la politique de destruction du concept d'Etat enseignant mis en place par la dictature de Pinochet. Un autre groupe de jeunes a occupé le local de la Confédération des travailleurs du cuivre pour protester contre la négation du gouvernement face aux pétitions demandant le retour des exilés. Au pénitencier de Santiago, les prisonniers politiques ont effectué des manifestations de solidarité contre les châtiments injustes infligés à d'autres de leurs camarades en prison.

La réponse de la dictature a été l'emprisonnement et la déportation pour les dirigeants de ces groupes de quartier et d'étudiants, la menace directe à la hiérarchie ecclésiastique de lui passer outre et d'intervenir à l'intérieur des églises pour expulser les groupes et les détenir s'ils se réfugient à l'avenir dans les églises pour exprimer leurs revendications et leurs protestations que ce soit par la prise de ces églises ou par des grèves de la faim. Dans le cas des prisonniers politiques qui se sont regroupés dans l'allée 5 du pénitencier, ils ont été dispersés dans différentes prisons du pays et mêlés aux délinquants de droit commun, niant ainsi les

accords avec la Commission des droits humains des Nations unies.

Nous reproduisons ci-après un extrait de l'appel à une ACTION URGENTE lancé par Amnistie internationale concernant ce cas:

### ACTION URGENTE — EXTERNE

Chili: Prisonniers politiques détenus dans l'allée 5 du pénitencier de Santiago Paris, 3 février 1981

"Amnistie internationale a reçu des informations selon lesquelles dans la nuit du 29 au 30 janvier 1981, tous les prisonniers politiques détenus dans l'allée 5 du pénitencier de Santiago ont été transférés sans avoir été prévenus, à 13 différents pénitenciers situés en province. L'ordre de ce transfert avait été émis par le Directeur général des prisons. Cette mesure affecte 55 prisonniers politiques, parmi lesquels plusieurs sont adoptés par Amnistie internationale.

"Le 24 juillet 1978, le ministre chilien de la Justice avait assuré devant le groupe de travail de la Commission des droits de l'homme, que "les personnes accusées ou condamnées par les tribunaux militaires et/ou pour des infractions à la loi sur le contrôle des armes à feu" (c'est-à-dire les prisonniers politiques) seraient "dûment séparées" des délinquants de droit commun dans les prisons chiliennes. Cependant les informations reçues indiquent que conséquemment à ces transferts, cet accord n'a pas été respecté.

Nous craignons pour la santé et la sécurité physique de ces prisonniers et considérons ces transferts comme un châtimement. Dans plusieurs cas, le transfert a signifié rendre encore plus difficile la possibilité pour les familles de visiter les leurs".

Amnistie internationale

Ancha peut aussi informer qu'au moment de publier cette information les prisonniers politiques au Chili effectuent dans différentes prisons des grèves de la faim afin de protester contre ces mesures. Certains prisonniers ont déjà atteint 15 jours de grève de la faim et se trouvent en mauvaise condition physique.

#### ACTION RECOMMANDÉE

Envoyer des télégrammes ou des aérogrammes en exprimant votre préoccupation et exigeant le respect des accords avec la Commission des droits humains aux Nations unies:

Envoyer ces aérogrammes à:  
Sr. Sergio Fernandez  
Ministerio del Interior  
Santiago de Chile

Nous devons également mentionner la sollicitation de "peine de mort" faite par le procureur militaire contre 5 membres de la résistance (deux femmes et trois hommes). Les militaires attribuent en effet à ces personnes l'attentat qui a coûté la vie au tortionnaire Roger Vergara, ce qui met leur vie en grave danger. Ainsi, l'intention du régime fasciste chilien d'écraser les protestations croissantes contre sa politique de faim et de misère au moyen de la terreur répressive demeure très claire. Les camarades Carlos Arturo Garcia, Miriam Ortega Silva, Carmen Gloria Escobar, Victor Ortega Araya et Ismael Rodriguez Vergara courent le risque d'être **assassinés légalement** par le régime de Pino-

## Extremismo 50 Incendios en los Ultimos Cinco Meses

● Acción coordinada de extremistas está dirigida contra grandes tiendas, sucursales bancarias y discoteques de lujo.




**LA GRAN TAREA DE LAS MASAS:**




### Financiamiento Italiano A Guerrilleros en Chile

● Dirigentes laborales de Bolonia presionaban a industriales italianos para recolectar fondos para movimientos subversivos en Chile.

chet. C'est pour cela qu'il faut déployer une grande campagne de solidarité en leur faveur.

Ancha demande à ses lecteurs qu'ils envoient des lettres ou télégrammes de protestation soit à:

Sergio Fernandez  
Ministerio del Interior  
Santiago de Chile  
ou aux ambassades chiliennes dans les différents pays qui reçoivent notre publication.

Merci.

La recrudescence de la répression au Chili s'est accompagnée d'une vaste campagne de presse contre "le terrorisme" et "l'extrémisme", accusant les antifascistes de "guerrilleros financés par l'étranger". La cible principale de ces attaques a été le MIR quoique la presse ait également mentionné les activités terroristes d'autres partis ou groupes de la résistance chilienne. On tente par cette campagne de justifier les assassinats de la dictature et l'augmentation de la répression.

## Déclaration publique du Parti socialiste du Chili (CNR)

#### Extraits

Avec l'année qui commence, le Comité à l'extérieur du PSCh(CNR) salue fraternellement tous les militants et dirigeants des partis de la gauche chilienne ainsi que les camarades indépendants de gauche et veut exprimer sa volonté inébranlable de continuer à contribuer à l'unité du mouvement populaire chilien dans la perspective d'accélérer le renversement de la dictature militaire qui opprime le Chili.

Récemment, sept ans après le sanglant coup d'Etat des symptômes positifs favorisant l'unité du peuple chilien contre la dictature surgissent. Plusieurs partis populaires ont en effet commencé à se prononcer publiquement en faveur du droit du peuple chilien à se rebeller contre la tyrannie, en déclarant que la dictature réussissait à se maintenir au pouvoir à cause du manque d'une alliance large entre l'Unité populaire et la DC, alliance qui aurait la vertu de remplacer la dictature par un gouvernement antifasciste.

A ce propos, une déclaration

commune formulée à Rome en décembre 1980 par les dirigeants du MAPU-OC, de la Gauche chrétienne et du MAPU, signale à juste titre: "Cette situation rompt avec une certaine ambiguïté qui a existé dans les faits dans la dernière période au sein de l'opposition démocratique. L'existence de cette ambiguïté faisait qu'une entente sur une ligne générale de renversement de la dictature existait, avec l'idée qu'il était possible d'additionner un certain nombre de facteurs dont surgiraient une sorte de déboulement du régime, résultat des contradictions internes croissantes et de la seule pression de l'opposition. On a fait place au sein de la gauche à une entente qui met au coeur de sa stratégie la lutte populaire et incorpore la force propre du peuple comme élément décisif".

Pour notre part, le PS(CNR), réclame avec autorité morale qu'une alliance large de la gauche chilienne devrait être constituée... Au sein de la nouvelle alliance de la gauche chilienne, que nous encourageons, nous appuyerons, d'une part, toutes les actions unitaires qui con-

## A un amour lointain

Le poème qui suit est de Mario Garcia de Paris

Brune de mes rêves,  
Aimée de tous,  
Je t'ai vécue toute entière  
En embrassant ton beau corps  
Partout je t'ai aimée  
En humant mille fois ta sensualité  
En m'enivrant à ton sein  
Tout en oubliant les malheurs,  
Les amertumes et les morts  
Superbe Brune  
Jamais soumise et toujours fière  
Embrasse moi maintenant  
Et conduis moi jusqu'à toi  
Pour qu'ensemble  
Nous trouvions l'amour  
La liberté  
La vie  
Mon amour  
Ma brune Amérique latine.

tribuent au renversement de la dictature militaire... y compris des activités ponctuelles contre la tyrannie qui incluraient l'opposition bourgeoise.

Nous voulons souligner que le PS(CNR) veillera sans relâche à ce que les sacrifices énormes qu'exigera la rébellion contre la tyrannie ne mènent pas

à un simple remplacement de la dictature militaire par une dictature civico-militaire au service des intérêts de l'impérialisme yanque et du secteur de la bourgeoisie de Frei. Au contraire, ces sacrifices doivent cimenter le triomphe irréversible de la révolution chilienne et instaurer le pouvoir populaire du prolétariat, des masses paysannes et d'autres secteurs exploités, des couches moyennes pauvres de la ville et de la campagne, des étudiants et des intellectuels révolutionnaires sous la direction du

prolétariat.

Enfin, nous voulons réitérer le droit de tous les peuples frères d'Amérique latine à se rebeller contre les dictatures. Par conséquent, au moment où l'élection de Reagan rend les réactionnaires plus sûrs d'eux, en particulier la dictature démocrate-chrétienne militaire responsable du crime de génocide contre le peuple du Salvador, nous exhortons la gauche chilienne à se solidariser sans réserve aux luttes des peuples de

Bolivie, d'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay, d'Haïti, du Guatemala et du Salvador contre les tyrannies qui les oppriment et à appuyer le droit du Nicaragua à décider librement de son avenir. Vive l'unité de la gauche chilienne! Vive la solidarité internationale avec les peuples d'Amérique latine!

Seule la lutte du peuple renversera la dictature!  
PS du Chili (CNR)  
Comité extérieur

## Déclaration du PCR du Chili: Le peuple salvadorien doit décider de son propre avenir

L'héroïque peuple du Salvador qui lutte les armes à la main pour conquérir sa libération affronte aujourd'hui un danger nouveau et terrible: l'intervention ouverte de l'impérialisme américain.

Chaque jour, l'impérialisme yanque appuie la junte civico-militaire d'orientation démocrate-chrétienne davantage. Elle augmente son aide économique et militaire, soit par des armes, ou par l'envoi de "conseillers" militaires. Aujourd'hui, l'impérialisme yankee, en plus d'appuyer davantage les dictatures d'Amérique latine, parmi lesquelles la tyrannie de Pinochet, prépare une intervention ouverte pour écraser dans le sang la lutte du peuple salvadorien.

Face à cette situation, le Parti communiste révolutionnaire du Chili appelle à intensifier la solidarité internationale avec la lutte du peuple du Salvador. Il faut appuyer de toutes nos forces la lutte

du peuple salvadorien pour conquérir sa véritable libération.

Le combat des forces révolutionnaires et populaires au Salvador a une grande importance pour la lutte des peuples d'Amérique latine et elle nous enseigne de grandes leçons. Le peuple salvadorien a atteint, à travers un processus de lutte intense, l'UNITÉ des différentes forces et secteurs antidictatoriaux. Et ce qui est le plus important c'est que cette unité a été atteinte autour de la lutte armée et dans le combat pour le renversement de la dictature. Voilà le chemin à suivre pour la conquête de la liberté.

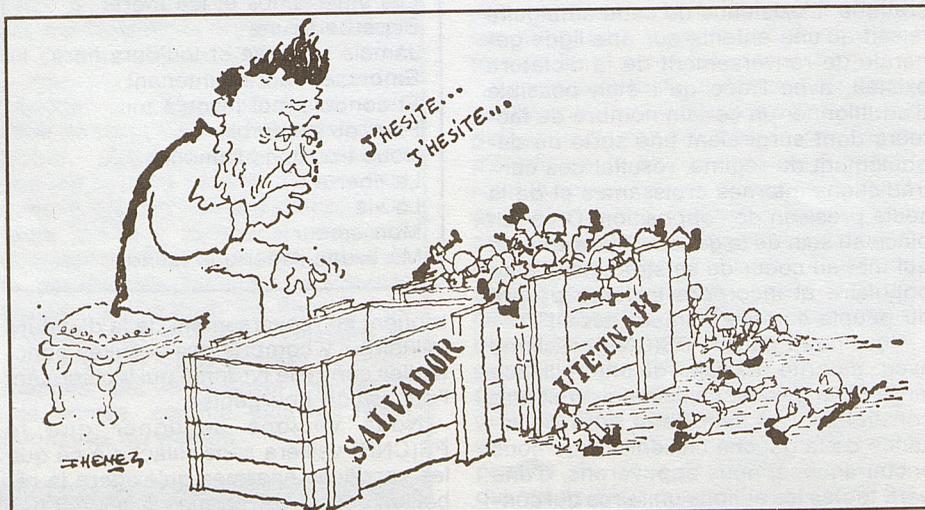
Le fait que chaque peuple décide de son propre avenir est une question de principe que notre Parti défend très fermement. Comme nous nous sommes opposés aux interventions de l'impérialisme yankee à Saint-Domingue, au

Vietnam, etc. et comme nous nous sommes opposés à l'invasion du social-impérialisme russe en Tchécoslovaquie et en Afghanistan, nous nous opposons à toute intervention étrangère contre la lutte d'un peuple et concrètement aujourd'hui nous nous élevons contre l'intervention yanque au Salvador. Les révolutions ne s'exportent pas, pas plus que l'impérialisme est en mesure de les arrêter quand le peuple est uni et armé militairement et politiquement.

Appuyons la lutte du peuple salvadorien pour sa libération!  
Non à l'intervention de l'impérialisme yanque!

Commission internationale du  
Comité central du  
Parti communiste révolutionnaire  
du Chili  
24 février 1981

## Le Salvador vaincra



Au cours des dernières semaines, l'impérialisme américain a intensifié son intervention au Salvador. Il a envoyé des centaines de conseillers militaires, armés de toutes sortes d'armes en grande quantité, d'avions et d'hélicoptères et de millions de dollars pour appuyer la junte dictatoriale corrompue. Cela coïncide avec l'arrivée au gouvernement des Etats-Unis de Ronald Reagan et de son équipe. Mais quoique les plans et ambitions de cette nouvelle équipe soient connus de tous, en particulier en ce qui a trait à l'appui aux dictatures militaires de l'hémisphère, l'augmentation de l'"aide" a commencé ouvertement sous l'administration Carter. L'impérialisme voyait la lutte populaire avancer à grand pas et il a agi en conséquence. Mais ses manoeuvres lui ont peu servi. La réforme agraire qu'ils ont tenté de mettre en pratique a été un échec et des centaines de milliers de paysans ont manifesté leur mécon-

tentement. Les manoeuvres effectuées pour mettre les militaires au pouvoir au moyen d'un coup d'Etat le 15 octobre 1979 n'ont pas non plus donné de résultats. Un des principaux acteurs du coup, le colonel Majano, a été destitué et est passé à l'opposition dans la clandestinité. On craint aujourd'hui qu'il ait été détenu et séquestré. Les manoeuvres de formation d'un gouvernement civico-militaire avec des membres de la Démocratie chrétienne se sont révélées vaines elles-aussi. Toutes ces manoeuvres ont été balayées par les luttes populaires.

Aujourd'hui, les forces révolutionnaires du Salvador continuent d'augmenter leur pouvoir et peuvent compter sur le soutien de la population et de l'opinion publique internationale. Pour leur part, les membres de la junte dictatorial, militaire et civile démocrate-chrétienne se débattent dans l'isolement le plus complet et parviennent à survivre grâce à la répression criminelle qu'exercent les forces armées et au nouvel et important appui que leur confère l'impérialisme.

Face à cette situation, le gouvernement américain a décidé de prendre les grands moyens et de préparer son intervention au Salvador, soit en envoyant des troupes ou en s'appuyant sur les régimes pro-américains du Honduras et du Guatemala. Dans le cadre de ces préparatifs, il a impulsé une campagne à l'échelle internationale, évoquant la "menace" d'"intervention" d'autres puissances et pays au Salvador. Pour orchestrer ses plans, il a monté une incroyable campagne d'intoxication de propagande et une campagne diplomatique qui lui aplanira le chemin pour l'intervention directe qu'il prépare.

On dirait que les dures leçons infligées à l'impérialisme par les peuples décidés à lutter pour leur liberté ne lui ont servi à rien. Aujourd'hui, l'impérialisme doit affronter une fois de plus un peuple qui en a assez de se faire piler dessus, massacré, condamné à une mort lente par la faim et les pénuries auxquelles il a été soumis pendant des décennies par l'oligarchie et l'impérialisme américain.

Nous croyons que le chemin emprunté par le peuple salvadorien est le chemin le plus juste et le plus correct;

que la lutte armée qu'il est en train de mener le conduira à la victoire et l'amènera à pouvoir réaffirmer son droit à l'autodétermination. Nous croyons en même temps qu'une fois au pouvoir, ce peuple construira une nouvelle société, libre et indépendante, rejetant tout type d'intervention ou d'ingérence de la part d'autres puissances.

Pour terminer, nous transcrivons certains passages d'une déclaration de la Direction révolutionnaire unifiée (DRU), émise à la fin de l'année dernière, dans laquelle elle souligne certains aspects importants de la lutte que ce peuple livre à l'heure actuelle.

... "Cette guerre est une guerre populaire, une guerre légitime qui rejoint tous les secteurs sociaux: les ouvriers, les paysans, les femmes des marchés, les partis politiques de l'opposition, les entrepreneurs, les fronts politiques, les syndicats, les organisations ouvrières; cette guerre rejoint enfin la plus grande gamme des secteurs sociaux de notre pays. Nous faisons face à une junte de gouvernement composée d'une groupe de criminels complices qui se sont cachés derrière la Démocratie chrétienne à un moment où tous les membres de sa base, ses cadres intermédiaires, ses cadres véritablement démocratiques l'avaient abandonnée. Cette junte s'appuie sur une armée génocide, avec le soutien de l'impérialisme américain et l'appui et la complicité du gouvernement vénézuélien à cette politique génocide. Nous pouvons dire qu'un processus de guerre s'est développé dans notre pays. Schématiquement, nous pourrions l'appeler ainsi: premièrement, un rapprochement politique a été établi au Salvador entre les forces démocratiques et révolutionnaires. C'est-à-dire que tout le peuple s'est rapproché physiquement de l'ennemi, nous avons fait échec à ses projets à caractère économique, nous sommes arrivés à une situation où il n'existe plus la possibilité pour l'impérialisme et l'oligarchie d'initier quelques projets qui bénéficient à ses intérêts; la situation sociale penche vers les intérêts de notre guerre, et l'ennemi demeure isolé et sa position politique est totalement ébranlée, compte tenu que des contradictions se manifestent également au sein de cette armée génocide. C'est ce cadre qui nous permet d'être catégo-

rique dans le fait de mettre de l'avant que le travail fondamental de la DRU doit s'orienter vers la prise du pouvoir afin d'impulser le projet démocratique révolutionnaire qui inclura les secteurs démocratiques, populaires et révolutionnaires. Cette guerre que nous livrons a été difficile, complexe, compte tenu qu'elle ait combiné la lutte des secteurs sociaux et se soit étendue à la recherche de la solidarité internationale y inclus au niveau diplomatique. On en est arrivé à un seul aspect, celui de l'affrontement à caractère militaire révolutionnaire contre l'armée génocide. Cela ne signifie pas l'abandon de toutes les autres formes de lutte mais consiste en la combinaison et à la jonction de toutes ces formes de lutte qui va précisément permettre qu'il n'existe aucune autre solution pour cet affrontement que la voie violente entre les forces populaires et révolutionnaires et les forces génocides du gouvernement illégitime qui nous a été imposé par l'oligarchie et l'impérialisme américain.

Nous lançons un appel à la responsabilité de la part de tous les gouvernements de la région afin qu'ils ne permettent aucune provocation et n'acceptent aucune pression qui serve de prétexte à une intervention armée au Salvador. Concrètement, nous pourrions faire référence au gouvernement hondurien qui pourrait se servir de problèmes limitrophes existants comme prétexte à des provocations. Ce gouvernement pourrait utiliser au Salvador des forces de l'Organisation des états américains pour s'embarquer dans une guerre dans laquelle il pourrait intervenir. Nous pouvons affirmer clairement que notre guerre ne sera arrêtée par aucune menace à caractère interventionniste de l'impérialisme américain. Nous devons répandre beaucoup de sang mais nous finirons par vaincre. L'histoire a montré à plusieurs reprises qu'aucune armée ne peut écraser un peuple qui a gagné la confiance en s'appuyant sur ses propres forces, qui peut être l'instrument de son propre avenir, qui peut marcher sur le chemin de son autodétermination. Notre peuple est arrivé à ce stade historique. Il peut déterminer la route qu'il entend suivre.

Aucune force militaire et politique ne pourra arrêter la victoire révolutionnaire au Salvador".

# lettres a ancha

## CANADA

Montréal, 22 février 1981

Chers camarades de Ancha. J'ai pris connaissance, dans le numéro de décembre 1980, de votre appel à collaborer avec Ancha, soit en envoyant des articles, du matériel culturel, etc.

Je pense pouvoir participer à cette collaboration et j'en profite pour vous demander de me faire parvenir quelques feuilles de rédaction... Salutations et je vous félicite pour vos efforts.

Fraternellement,  
**M.D.**

*Nous avons répondu au camarade directement. Nous profitons cependant de l'occasion pour solliciter auprès des lecteurs de Ancha leur collaboration en envoyant des articles, des nouvelles, des poèmes, des contes, commentaires, lettres, etc.*

Comité de rédaction d'Ancha

## FRANCE

Montpellier, 10 mars 1981

Chers camarades de Ancha,

Voici une idée à laquelle nous avons pensé qui pourrait permettre de rendre l'existence des correspondants d'Ancha à travers le monde plus structurée.

Il s'agit de créer une "lettre de créance pour les correspondants" dans laquelle seraient stipulés certains droits et devoirs du correspondant et qui permettrait à ceux-ci de se présenter en tant que correspondants de Ancha lors de différentes activités: assemblées, entrevues, conférences de presse, reportages, etc.

L'idée de la lettre de créance du correspondant d'Ancha a circulé parmi plusieurs camarades chiliens résidents de la ville. Nous vous faisons parvenir un projet de maquette qui pourrait servir d'exemple pour la lettre de créance.

Salutations révolutionnaires,  
**Emilio J.**

*Le Comité de rédaction de Ancha a beaucoup apprécié l'idée de créer une lettre de créance pour les correspondants de Ancha et a déjà commandé l'impression d'un certain nombre de lettres. Les camarades qui seraient intéressés à devenir correspondants et les*

*correspondants actuels peuvent écrire à Ancha, en envoyant leur nom et leur photographie, pour en recevoir des copies par le retour du courrier.*

Comité de rédaction d'Ancha

## ESPAGNE

Barcelone, 23 février 1981

Chers amis,

Je vous écris brièvement pour vous informer que le Comité d'appui à la résistance chilienne s'est engagé à appuyer les luttes des peuples d'Amérique centrale, en particulier la lutte armée du peuple du Salvador.

Le peuple du Salvador doit affronter le danger d'une intervention directe de l'impérialisme yanque, qui veut écraser sa lutte héroïque. C'est pour cette raison que nous devons augmenter la solidarité internationale avec ce peuple.

A Barcelone, le Comité d'appui à la résistance chilienne conjointement avec les comités latino-américains (Coordinatrice latino-américaine) ont réalisé une grande manifestation d'appui unitaire au peuple du Salvador, qui a eu de grandes répercussions. Cet événement a eu lieu au Palais des congrès où on comptait environ 3,000 camarades présents.

Voilà, c'est tout pour le moment, recevez mes salutations révolutionnaires, **C. (Correspondant de Ancha à Barcelone)**

## VENEZUELA

Caracas, 28 janvier 1981

extraits

Chers camarades,

Recevez des salutations fraternelles de la rédaction du journal QUE HACER et du Comité national des Comités de lutte populaires CLP. Nous vous faisons parvenir notre journal QUE HACER qui paraîtra, à partir de ce numéro, à tous les deux mercredis.

Nous espérons que vos activités aient du succès et recevez une accolade révolutionnaire.

**C.N., C.L.P.**  
Rédaction du journal  
**QUE HACER**

## ALLEMAGNE

Chers camarades,

Cette année, nous devons célébrer autrement la journée internationale des femmes, jour où on rend hommage à toutes les femmes qui luttent dans le monde, qui ont donné leurs vies pour la justice, la libération de leurs peuples, pour une société plus juste, pour le socialisme... Pour toutes les femmes martyres, héroïques et guerrières qui luttent dans le monde, **nous devons célébrer le jour de la femme combattante.**

## FRANCE

Chers amis,

J'ai été très heureux de voir votre publication dans la Salle des actualités du Centre Georges Pompidou. J'ai appris avec une agréable surprise de la responsable du service des périodiques qu'elle avait reçu Ancha pour la première fois et qu'elle continuerait à le présenter dans son étalage si elle continuait à le recevoir régulièrement. J'aimerais que les Français soient informés de la situation au Chili par Ancha. Vous serait-il possible de le faire parvenir régulièrement à la Salle des actualités, Centre Georges Pompidou, Paris 75004.

Je vous remercie à l'avance et vous salue,

**B. Diaz**  
Paris

## FRANCE

Paris, 8 mars 1981

Chers camarades de Ancha,

Je vous écris d'abord pour vous saluer cordialement et pour vous faire parvenir certains poèmes du poète colombien Juvenal Herrera, dédiés à la courageuse lutte des peuples du Chili et de la Colombie. Nous espérons que vous pourrez publier certains d'entre eux dans Ancha puisque nous croyons qu'ils ont une grande beauté poétique et un grand contenu politique.

Je vous souhaite un grand succès dans toutes vos activités,

Fraternellement,  
**Noyaux colombiens**  
de patriotes révolutionnaires  
en Europe

## Publications chiliennes à l'extérieur

Arauco  
Chile-America  
Causa ML  
Correo de la Resistencia  
Poder obrero  
Resistance  
Chili-Resistencia  
Contacto  
Boletin del Codes  
Boletin exterior CUT  
Unidad Proletaria  
Chile-Nachrichten  
Chile Bulletin  
Revolución  
Chile-Solidarité  
Chile-Lucha

## Liste des publications reçues

### Amérique latine

Informations de l'Amérique latine non-censurées  
Desarrollo Indoamericano  
Boletin de Noticias América Latina  
Franja  
Nueva Sociedad (Venezuela)  
Que Hacer (Venezuela)  
LA REPUBLICA (Argentine)  
Gamma (Cuba)  
ICLA (Pérou)  
Senda Proletaria (Pérou)  
Cuadernos (Pérou)  
Patria Roja (Pérou)  
Uruguay Informations  
Boletin del Comité de Solidaridad con les Presos Politicos de Colombia  
Colombia en Lucha  
Ira Popular (Puerto Rico)  
El Proletaria (République dominicaine)  
En Lucha (République dominicaine)

### Amérique du Nord

El Obrero Revolucionario (USA)

Desafio (USA)  
Tribuno Popular (USA)  
Revolución (USA)  
En Lutte! (Canada)  
La Forge (Canada)  
Unité Proletarienne (Canada)  
Foro Internacional (Canada)

## Afrique

Le Proletaire (Senegal)  
Sahara-Info

## Asie

Mass Line (Indes)  
Tiers Monde (Indes)  
Cahiers de la Chine Nouvelle  
Jinmin No Hoshi (Japon)

## Europe

Servir al Pueblo (Espagne)  
Publicaciones de la Union de Lucha Marxista-Leninista (Espagne)  
Voz de Povo (Portugal)  
Contra-Corrente (Italie)  
Nuova Unita (Italie)  
Corrispondenza Internazionale (Italie)  
Etude et Critique (France)  
Pour le Parti (France)  
L'Aube Révolutionnaire (France)  
Proletariaki Simea (Grèce)  
L'Exploité (Belgique)  
Gegen die strömug (Allemagne)  
Rote Fhane (Autriche)  
The Worker (Angleterre)  
ECH-Choola (Tunisie-France)  
Albania Hoy, ATA, PUNA (Albanie)

## Chili

Revolución, PS(CNR)  
El Rebelde (MIR)  
El Pueblo (PCR de Chile)  
Venceremos (MAPU)  
De Frente (MAPU P.T.)  
Unidad y Lucha (P.S.)  
La Chispa (P.S.)  
Documentos ML (PCR de Chile)  
No podemos callar  
Boletin del Codes-Codech  
Apsi  
Hoy  
Ercilla  
Que pasa  
Mensaje  
Solidaridad  
El Mercurio (Ed. Internacional)  
Paginas sindicales

## Du poème "Chant à la Colombie et au Chili"

Colombie et Chili luttent  
contre les mêmes fusils  
qui endeuillent notre terre  
de Cienaga à Iquique!  
Avec le chilien,  
le peuple colombien comprend  
que notre sang de frères  
est un fleuve justicier!  
Quand tombe un Chilien  
ou succombe un Colombien,  
plus profond est le sépulcre  
des oligarques et des tyrans!  
Si notre Cordillère  
a été notre fosse commune,  
nos Andes servent aussi  
de garnison et de tranchée:  
Colombiens et Chiliens,  
Argentins et Péruviens,  
Guaranis, Brésiliens,  
Uruguayens, Boliviens,  
Mexicains et Hondurés,  
Panaméens et Antillais,  
Amérique latine entière  
Même peuple en lutte!

## A la femme combattante

Je voudrais être un champ au printemps  
Et t'offrir tous les biens de ma terre  
Nous enivrer du parfum des fleurs  
Et errer dans mes vieilles prairies

Arrogant, je voudrais changer le destin  
Marcher avec toi sur le chemin le plus direct  
Et rendre hommage à toutes ces femmes  
Qui, en Amérique latine,  
Luttent.

Juventino Velasquez,  
Frankfurt

## ABONNEZ-VOUS À ANCHA

Pour toute correspondance, adressez-vous à:  
ANCHA CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

Pour vous abonner:

**En Europe:**

Envoyez vos chèques ou mandats-poste au nom de:

M. Guerrien a/s ANCHA, CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

**En Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud:**

Envoyez vos chèques ou mandats-poste à

Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec,  
Canada, H2K 3B1



Prix pour un abonnement de 12 numéros:

**Europe:** Pour 1 an: France = 30 francs (français),  
autres pays = 50 francs (français)

Un abonnement de soutien est de 100 francs pour n'importe quel pays.

**Amérique du Nord, centrale et du Sud:** Pour 1 an: \$6.00 (canadiens)

Abonnement de soutien = \$25.00 (canadiens)

Nom: .....

Adresse: .....

Pays: .....

Langue: .....